

(Enregistré sur les Records le 30 août 1922.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 10th day of August, 1922.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD CHAMBERLAIN

MR. SECRETARY SHORTT

LORD STAMFORDHAM

MR. McCURDY.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 1st day of August, 1922, in the words following, viz. :—

Loi relative
aux Droits de
Timbre
(Auregny).

“ YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 10th day of May, 1910, to refer unto this Committee a humble Petition of Robert Walter Mellish, Esquire, Judge and President of the States of the Island of Alderney, setting forth :—(1) that, up to the present time, it has not been the practice on this Island to levy any Revenue by means of Stamps on Documents ; (2) that, in order to supplement the financial resources of the Island, the States on the 23rd day of June, 1920, decided to appoint a Committee to consider the question of Stamp Duties and to report thereupon to the States ; (3) that, on the 21st day of September, 1921, the said Committee presented a report to the States recommending that a Stamp Duty should be paid on certain documents such as Conveyances of Real Property, Bonds, Mortgages, Acknowledgments, Bills of Exchange, Leases, Cheques and Receipts, and in their report submitted a Tariff which they recommended as suitable for the requirements of

192

the States ; (4) that, on the same date, the States accepted the said report and requested the Court to prepare a ' *Projet de Loi* ' in order to give effect thereto ; (5) that, at a Meeting of the States holden on the 4th day of May, 1922, the States considered a ' *Projet de Loi* ' intituled ' *Loi relative aux droits de Timbre,*' which said *Projet* was adopted by the States, and Your Petitioner was authorized to present in the name of the States, a most humble Petition to Your Most Gracious Majesty in Council praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction thereto ; (6) that the said ' *Projet de Loi* ' intituled ' *Loi relative aux Droits de Timbre* ' is in the words and figures set forth in the Schedule to the said Petition : And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said ' *Projet de Loi* ,' and to order and direct that the same shall have the force of law within the Island of Alderney :

" THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have taken the said Petition, and the *Projet de Loi* annexed thereto, into consideration, and do this day agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to approve of and ratify the said *Projet de Loi*."

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said " *Projet de Loi*," and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of law within the Island of Alderney.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said " *Projet de Loi* " (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the

Register of the Island of Guernsey and observed accordingly.

1922

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers for the time being, of the said Island of Guernsey, and also the Judge and Jurats of the said Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ALMERIC FITZROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE AUX DROITS DE TIMBRE.

1. La contribution du timbre est établie sur tous documents devant servir en cette Ile passés ou signés en tout ou en partie en cette Ile, ou en tout ou en partie hors de cette Ile, spécifiés à la Cédule ci-annexée et suivant le tarif y contenu.

Contribution
du Timbre
sur les
documents
passés un
mois après
l'enregistre-
ment de la
Loi.

2. Les documents sujets au droit de timbre sont divisés en deux classes, savoir : la Classe A et la Classe B. La Classe A comprend les documents dont le timbre sera de la valeur de six pennis et au-delà et lesquels documents seront certifiés par l'Officier compétent et porteront le timbre empreint et la date de son impression. Le porteur des documents de cette Classe sera exonéré de toute responsabilité en les faisant timbrer dans le délai voulu avec le timbre empreint ainsi certifié. La Classe B. comprend les documents dont le timbre sera d'une valeur de moins de six pennis et pour lesquels documents un timbre sera d'une valeur de moins de six pennis et pour lesquels documents un timbre mobile pourra être employé, à l'exception de formules timbrées d'avance telles que chèques, reçus, papier timbré,

Documents
divisés en
deux classes
A et B.

1922

engagements envers le subrogé de l'Evêque, qui pourront porter le timbre empreint, mais n'étant pas certifiés et ne portant pas les indications qui doivent être marquées par l'Officier compétent, seront aux risques du porteur ou du signataire.

Timbre
empreint de
dix pennis
doit être
marqué par
l'Officier
compétent.

3. Nul document ne portera un timbre empreint de dix pennis ou au-delà sans être marqué par l'Officier compétent

(a) de la date ;

(b) du montant du timbre ;

(c) des initiales de l'Officier ou d'une estampille du bureau du dit Officier.

Document de
la classe A
doit être
timbré dans
les deux mois
de son
émission.

4. Tout document de la Classe A devra être timbré dans les deux mois de son émission ou de son arrivée dans l'Ile, et tout document de la Classe B devra être timbré dans les huit jours de son émission ou de son arrivée dans l'Ile. Le porteur d'un document de la Classe A qui aura été exécuté en tout ou en partie hors de cette Ile, voulant le faire timbrer après les deux mois de son émission, devra livrer à l'Officier compétent une déclaration par écrit sous seing privé constatant que deux mois ne se sont pas écoulés depuis la première arrivée en cette Ile du dit document après son exécution.

Pénalité pour
fausse
déclaration.

Toute personne faisant une fausse déclaration à l'effet que dessus sera passible des peines de parjure.

Document de
la Classe B
peut être
timbré par la
personne
recevant.

5. Toute personne recevant un document de la Classe B pourra elle-même le timbrer dans le temps spécifié à l'Article 4.

Greffier du
Roi sera
l'Officier
compétent.

6. Le Greffier du Roi ou dans son absence son Député dûment sermenté sera pour le présent l'Officier compétent désigné à l'Article 2.

Timbre
mobile :
apposition ;
oblitération.

7. Le timbre mobile doit être apposé sur le document et sera collé et immédiatement oblitéré par l'apposition sur le timbre de la signature ou des lettres initiales du créancier ou de celui qui donne reçu ou décharge ou de celui au profit duquel le document est créé, ou du représentant de telle

personne, et la date de l'oblitération. Cette signature peut être remplacée par une griffe ou estampille apposée en encre faisant connaître le nom ou la raison sociale de la personne ou de la Société ou Compagnie tenue de fournir le timbre.

1922

8. Personne ne pourra estampiller des documents ou formes de documents avec l'empreinte officielle qu'en vertu d'une commission spéciale par écrit signée du Trésorier des Etats, sous peine d'une amende à discrétion de Justice qui n'excédera pas £50 stg.

Défense d'estampiller avec l'empreinte officielle sans commission spéciale du Trésorier des Etats.

9. Dans le cas où un document quelconque sujet au timbre est produit devant la Cour, un Commis de la Cour ou aucun Officier ou fonctionnaire public, sans que le timbre applicable au document y soit apposé, ou que le timbre apposé soit insuffisant, il ne pourra être reçu ou admis comme faisant preuve légale de son contenu excepté dans les procédures en crime.

Documents insuffisamment ou non-timbrés produits devant la Cour.

10. Le porteur d'un document non timbré ou insuffisamment timbré pourra y faire empreindre le timbre nécessaire contre paiement du dit timbre ou de la valeur qui manque, et de trois fois la valeur du dit timbre, ou de trois fois la valeur qui manque selon le cas.

Documents insuffisamment timbrés

11. Toute personne qui enlèvera d'un document un timbre déjà utilisé avec l'intention de l'utiliser derechef, ou de le vendre ou offrir en vente dans le même but, ou qui fera usage sciemment d'un timbre déjà utilisé, pourra être traduit devant la Cour siégeant en Cour de Police Correctionnelle et sera passible d'une amende qui n'excédera pas £50 stg., et à défaut de paiement à un terme d'emprisonnement n'excédant pas deux mois.

Peines en Police Correctionnelle contre personne qui enlève d'un document timbré, un timbre déjà utilisé avec l'intention de l'utiliser derechef.

12. Toute personne contrefaisant un timbre établi en vertu de cette Loi ou qui fera usage sciemment d'un timbre contrefait, sera coupable de félonie et passible des peines de faux.

Contrefaçon. Félonie.

- 1922
- Pénalité pour omission d'apposer timbre. 13. Toute personne omettant d'apposer dans le délai voulu par la Loi, un timbre suffisant à un document quelconque sujet au timbre sera passible d'une amende à discrétion de Justice qui n'excédera pas £10 stg.
- Pénalité pour 14. Sera passible d'une amende à discrétion de Justice qui n'excédera pas £10 stg.
- (1) Omission de narrer faits touchant valeur des documents. (1) Celui qui sciemment et frauduleusement omet ou néglige de narrer dans les documents, les faits et circonstances relative à la valeur de la transaction sur laquelle la valeur du timbre doit être basée.
- (2) Refus ou négligence d'oblitérer timbre mobile (2) Celui qui refuse ou néglige d'oblitérer un timbre mobile conformément à la Loi.
- (3) Refus de donner reçu timbré. (3) Celui qui émet, transfère ou négocie aucun document sujet au timbre et non timbré, refuse de donner reçu ou acquit dûment timbré ou divisé le montant d'une dette pour frustrer le revenu.
- Procurations signées hors de l'Ile. 15. Les Procurations signées hors de cette Ile sont sujettes au droit de timbre, mais nul terme n'est fixé pour les faire timbrer. Tout procureur pourtant devra faire timbrer sa procuration avant de s'en servir en cette Ile.
- Remboursement dans cas d'un document timbré non-utilisé. 16. Dans le cas où un document timbré n'aura pas servi, l'ayant droit pourra se faire rembourser par le Trésorier des Etats, la valeur des timbres y apposés ou empreints, déduction faite de Cinq pour cent contre livraison du document en question, pourvu que la demande en remboursement soit faite dans les deux ans à compter de la date du dit document.
- Documents où la valeur n'est pas clairement mentionnée. 17. Dans les documents où la valeur de la considération n'est pas clairement mentionnée en argent, telles que "actions" ou "louages de carrière" il doit y être déclaré que telle valeur n'excède pas une certaine somme, sur laquelle somme les droits de timbre seront calculés.

18. Toute personne non exemptée du droit de timbre, faisant une transaction avec une autre personne exemptée du droit de timbre, paiera sur la partie correspondante du document ayant rapport à la dite transaction les droits qui seraient payables si l'autre partie du dit document était sujette à payer un droit de timbre.

1922
Personne non-exemptée faisant transaction avec personne exemptée.

19. Les amendes seront applicables moitié à Sa Majesté et moitié aux Etats.

Applicabilité des amendes.

20. La Cour est autorisée à passer telles Ordonnances qu'elle jugera nécessaires pour la mise en exécution de la présente Loi.

Cour autorisée à passer Ordonnances.

CÉDULE.

	s.	d.
1. Sur tout contrat de prise à rente ou de délaissances, par quartier de froment de rente amorti	2	0
2. Sur toute copie additionnelle, sur toute collation de contrat, et sur tout extrait du livre des contrats	2	0
3. Sur tout contrat d'acquêt de constitution ou d'amortissement de rente, et sur tout contrat d'hypothèque par quartier de froment de rente, suivant les affeurements.	1	8
4. Sur tout contrat de mariage et de donation.	5	0
5. Sur toute copie additionnelle d'un contrat de mariage	2	6
6. Sur tout contrat d'assignation de rente, et sur tout contrat d'échange d'Immeubles ; sur la différence en valeur, par quartier de froment de rente ou par 14 livres tournois de rente.	2	0
7. Sur tout contrat de prise à rente ou de licitation, et sur tout contrat d'échange		

1922

d'immeubles et d'assignation de rente, où il n'y a pas de bourse déliée.	2 0
8. Sur tout contrat de licitation, par quartier de froment de rente amorti.	2 0
9. Sur tout copie de Partage	2 6
10. Sur tout partage où il y a retour de bille amorti ou compensation pécunia- aire donnée, par quartier de froment de rente	2 6
Bien entendu que tous les droits de timbre sur un partage où il y a retour de bille amorti ou compensation pécuniaire donnée, seront payés et empreints sur la copie de partage enregistrée.	
11. Sur tout acte de Cour (tel que retrait, saisi propriétairement) transférant de la propriété immobilière, lors de l'enregis- trement sur le livre des contrats.	2 6
12. Sur tout testament d'immeubles, lors de son enregistrement	2 6
13. Sur tout accord comportant engage- ments réciproques entre parties, non spécialement indiqué ailleurs dans ce tarif	0 6
14. Il sera payé par celui qui donne à louage, sur tout louage pour un terme certain n'excédant pas trois ans.	
Si le loyer n'excède pas £10 stg. par an	0 1
Si le loyer excède £10 stg. et n'ex- cède pas £20 stg. par an	0 8
Si le loyer excède £20 stg. et n'ex- cède pas £30 stg. par an	1 0
Si le loyer excède £30 stg. et n'ex- cède pas £50 stg. par an	2 6
Si le loyer excède £50 stg. et n'ex- cède pas £75 stg. par an	3 9

		1922
	Si le loyer excède £75 stg. et n'excède pas £100 stg. par an.	5 0
	Si le loyer excède £100 stg. par an, par chaque £25 stg., ou partie du £25 stg. par an	1 3
15.	Il sera payé par celui qui donne à louage, sur tout louage pour un terme certain excédant trois ans et n'excédant pas vingt et un ans.	
	Si le loyer n'excède pas £10 stg. par an	0 8
	Si le loyer excède £10 stg. et n'excède pas £20 stg. par an	1 3
	Si le loyer excède £20 stg. et n'excède pas £30 stg. par an	2 6
	Si le loyer excède £30 stg. et n'excède pas £50 stg. par an	5 0
	Si le loyer excède £50 stg. et n'excède pas £75 stg. par an	7 6
	Si le loyer excède £75 stg. et n'excède pas £100 stg. par an	10 0
	Si le loyer excède £100 stg. par an, par chaque £25 stg., ou partie de £25 stg. par an	2 6
16.	Il sera payé par celui qui donne à louage, sur tout louage pour un terme incertain ou pour un terme excédant 21 ans.	
	Si le loyer n'excède pas £10 stg. par an.	1 3
	Si le loyer excède £10 stg. et n'excède pas £20 stg. par an	2 6
	Si le loyer excède £20 stg. et n'excède pas £30 stg. par an	5 0
	Si le loyer excède £30 stg. et n'excède pas £50 stg. par an	10 0
	Si le loyer excède £50 stg. et n'excède pas £75 stg. par an	15 0

1922

- | | |
|--|------|
| Si le loyer excède £75 stg. et n'ex-
cède pas £100 stg. par an | 20 0 |
| Si le loyer excède £100 stg. par an,
par chaque £25 stg. ou partie de
£25 stg. par an | 5 0 |
| Toute copie en double ou addition-
nelle d'un accord de louage paiera les
mêmes droits que l'original. | |
| Une prolongation de louage ne
paiera pas droits de Timbre. | |
| 17. Sur toute obligation pour valeur reçue,
sur tout acte de Cour, enregistré sur
le livre des contrats pour la date et sur
tout transfert d'obligation, ou autre
demande mobilière. | |
| Sur le montant jusqu'à et n'excédant
pas £25 stg. | 0 8 |
| Sur le montant excédant £25 stg. et
n'excédant pas £50 stg. | 1 3 |
| Sur le montant excédant £50 stg. et
n'excédant pas £100 stg. | 2 6 |
| Sur le montant excédant £100 stg. et
n'excédant pas £150 stg. | 3 9 |
| Sur le montant excédant £150 stg. et
n'excédant pas £200 stg. | 5 0 |
| Sur le montant excédant £200 stg. et
n'excédant pas £250 stg. | 6 3 |
| Sur le montant excédant £250 stg. et
n'excédant pas £300 stg. | 7 6 |
| Au-dessus de £300 stg. par chaque
£100 stg. ou partie de £100 stg. | 2 6 |
| 18. Sur tout acte de Cour enregistré sur le
livre des contrats pour la date, ou la
valeur n'est pas mentionnée, à moins que
le dit acte n'ait référence qu'à un
document déjà timbré | |
| | 2 6 |
| 19. Sur tout certificat d'usage, lettres
d'administration et reconnaissance de
testament de meubles | |
| | 2 6 |

		1922
20. Sur toute procuration spéciale, anglicé " Proxy "	0	1
21. Sur toute procuration avant d'être produite devant justice	2	6
22. Sur toute police d'assurance signée ou émise en cette Ile	0	1
23. Sur tout transfert d'actions, sur le montant payé jusqu'à et n'excédant pas £25 stg.	0	8
Excédant £25 stg. et n'excédant pas pas £50 stg.	1	3
Excédant £50 stg. et n'excédant pas £100 stg.	2	6
Excédant £100 stg. et n'excédant pas £150 stg.	3	9
Excédant £150 stg. et n'excédant pas £200 stg.	5	0
Excédant £200 stg. et n'excédant pas £250 stg.	6	3
Excédant £250 stg. et n'excédant pas £300 stg.	7	6
Au-dessus de £300 stg. pour chaque £100 stg. ou partie de £100 stg. .	2	6
24. Sur tout reçu ou acquit signé en cette Ile pour une valeur de £2 stg. et au-dessus		01
25. Sur tout renouvellement d'obligation ou autre pièce de semblable nature ayant l'effet d'interrompre la prescription .	0	8
26. Sur toute convention unilatérale y compris les engagements pris envers le Subrogé de l'Evêque par les parties à une licence de mariage ou par un administrateur d'une succession, ainsi que sur tout accord conditionnel pour louage ou autre transaction, tel accord ne pouvant être en force plus de six mois	0	8

1922

- | | | |
|---|---|---|
| 27. Sur tout chèque, billet de banque, billet à ordre (promissory note) et sur tout billet de change ou pièce de semblable nature, payable en cette Ile | 0 | 1 |
| 28. Sur toute traite de banquier émanant de cette Ile | 0 | 1 |
| 29. Sur tout certificat de naissance, de baptême, de mariage, ou de décès, émanant de cette Ile | 0 | 1 |
| 30. Sur tout Acte de Société lors de son enregistrement dans le Registre des Sociétés établies avec responsabilité limitée, sur le montant du capital nominal, par £100 stg. ou partie de £100 stg. | 1 | 0 |
| 31. Sur tout Acte enregistré autorisant l'accroissement du Capital d'un Acte de Société enregistré dans le registre des Sociétés par £100 stg. ou partie de £100 stg. | 1 | 0 |
- Dans les documents où le montant n'est pas désigné en quartiers de froment de rente £280 tournois ou £20 stg. seront censées équivaloir un quartier de froment de rente.
- Toute fraction d'un quartier de deux boisseaux ou au-dessous comptera pour un demi-quartier, et toute fraction d'un quartier au-dessus de deux boisseaux comptera pour un quartier.

EXEMPTIONS.

1922

Sont exemptés du Droit de Timbre :—

Exemptions.

1. Tous reçus ou acquits pour argent ou pour effets à l'encaissement déposés dans une Banque et dont le produit est destiné à être retiré au moyen de chèques.

2. Tous Billets de Banque des Banques qui auront fait ou qui feront un accord avec les Etats pour paiement des Droits de Timbre par autre voie ou moyen.

3. Tous Billets de change ou Billet-à-ordre entre Banquiers.

4. Tous chèques, tirés pour transférer un montant d'un compte d'une personne à son autre compte dans la même Banque.

5. Tous reçus ou acquits entre principal et employé pour des argents reçus et payés par tel employé pour le compte du principal.

6. Tous paiements faits à ou par des Fonds ou des Sociétés de Bienfaisance ou Charitables ; à ou par des Caisses d'Epargnes ; et tous reçus et acquits entre les Officiers ou employés d'une Société de Secours Mutuels (Friendly Society) et tous documents passés en faveur d'une telle Société.

7. Tous documents passés ou signés au profit des Etats de cette Ile ou du Gouvernement de Sa Majesté.

8. Tous paiements et reçus d'une nature purement Militaire faits par ou pour le compte du Gouvernement de Sa Majesté, soit aux Officiers et soldats de l'Armée de Sa Majesté en garnison de l'Ile d'Auregny, soit aux Officiers et soldats de la Milice Royale de l'Ile d'Auregny, soit aux subordonnés non militaires employés dans cette Ile du Gouvernement de Sa Majesté.

9. Tous reçus pour gages et salaires.

VI.—JJ.